

SOCIOLOGIE SANS SOCIOLOGUES

Pr ROUADJIA Ahmed

Université de M'sila, Algérie

znit2003@yahoo.fr

Résumé : Le titre de cet article en dit long sur « la crise » dont souffrent la sociologie et le sociologue en Algérie. Il entend démontrer avec des exemples concrets à l'appui qu'il existe bel et bien des instituts et des chaires de sociologie dans les universités algériennes, chaires aux titres plus grandiloquents que grandioses, mais peu ou point de sociologues de terrain dignes de ce nom. Au lieu d'être le dénicheur des objets sociologiques à traiter, et le briseur des tabous et des interdits repérés, notre sociologue s'autocensure au nom du respect de la tradition et de la pudeur, mais aussi de peur de nommer des choses qui sonnent désagréablement à l'oreille du Prince ou à celle de la Police de la Pensée. Qui plus est le sociologue formé par l'université algérienne est un homme qui prise plus les grandes théories, abstraites et désincarnées, que la pratique du terrain. Le sens de l'observation pratique et l'esprit critique sont répudiés au profit de la récitation et de la lecture souvent superficielle des classiques de la sociologie. Notre sociologue, enfin, éprouve une répugnance envers tout ce qui a trait à la pratique et à l'immersion dans le milieu ambiant... elle est, en substance, le message que cette étude entend faire passer...

Mots-clés : sociologie et sociologues en crise ; islam et idéologie nationaliste dans l'Algérie indépendante.

Abstract : The paper's title tells a lot about the « crisis » of the sociology and the sociologist in Algeria. It intends to demonstrate with real and concrete examples that sociology institutes and chairs exist in the Algerian universities, chairs with magnificent titles, but just a little or none of sociologists are worthy of this name. Instead of being the tracker down of sociological objects to be treated, and being breaker of the marked out taboos and forbidden, our sociologist self-censorships himself on the name of respect of the tradition of modesty and decency and from the fear to name things which sound unpleasantly to the prince's ear or to the ear of the police of thought. The sociologist, who is trained by the Algerian university, is a man who holds great abstracts and disincarnate theories than the field practice. The meaning of the practical observation and the

critical thinking are repudiated to the benefit of the recitation and of the superficial reading of the classics of sociology .Finally, our sociologist, feels a repugnance towards all what is concerned with the practice and with its immersion in the ambient surrounding...That is, in substance the message conveyed by this study.

Keywords: sociology and sociologists in crisis, Islam and national ideology in the independent Algeria

Comment se présente la sociologie, en tant que science sociale et humaine, et la manière dont celle-ci est vécue et pratiquée en Algérie par les chercheurs ? Cette question est d'autant plus cruciale qu'elle renvoie à la question, non moins cruciale, de l'acquisition de la connaissance et des savoirs utiles pour notre société déjà complexe et qui se complexifie au fur et à mesure de l'évolution démographique, économique, sociale et politique. Contrairement à l'histoire, qui s'inscrit dans la durée et dont l'objet est de restituer de manière rétrospective le passé culturel d'une société, la sociologie, elle, s'inscrit dans le présent et l'*actuel* et se donne pour objet d'étudier les comportements et les actes des différentes strates sociales, leurs attentes, besoins, pratiques culturelles et économiques, ainsi que leurs représentations du monde du réel.

Dans cet article, je me propose d'indiquer, dans un premier temps, une définition de la sociologie, qui semble faire un large consensus parmi les sociologues, et dans un second temps, de montrer les facteurs qui, en Algérie, frappent de répétition et d'involution cette discipline qui, en d'autres lieux, enregistre sans cesse des progrès formidables en matière de production et du renouvellement du savoir sur la société.

1. Définition de l'objet sociologique

Comment définir ce concept abstrait et général de l'objet sociologique ? Il en est diverses définitions, et celle par laquelle je vais commencer, je l'emprunte à Emile Durkheim, l'un des

premiers fondateurs de la sociologie moderne. La définition qu'il en donne se condense en effet dans cette phrase lapidaire : « Les phénomènes sociaux sont des choses et doivent être traités comme des choses. » Autrement dit, sont des « choses » tous les sujets et les objets, y compris les valeurs morales, religieuses, culturelles et économiques, les règles coutumières et juridiques, les représentations éthiques, les conduites sociales et économiques, etc., qui se rattachent à la société et qui forment le socle sur lequel elle repose.

Pour démontrer cette proposition, ajoute Durkheim, il n'est pas nécessaire de philosopher sur leur nature, de discuter les analogies qu'ils présentent avec les phénomènes des règnes inférieurs. Il suffit de constater qu'ils sont l'unique datum offert au sociologue. Est chose, en effet, tout ce qui est donné, tout ce qui s'offre ou, plutôt, s'impose à l'observation. Traiter des phénomènes comme des choses, c'est les traiter en qualité de data qui constituent le point de départ de la science. Les phénomènes sociaux présentent incontestablement ce caractère. Ce qui nous est donné, ce n'est pas l'idée que les hommes se font de la valeur, car elle est inaccessible : ce sont les valeurs qui s'échangent réellement au cours des relations économiques. (Durkheim, 1988 : 120)

Partant de cette définition établie dans *Les règles de la méthode sociologique* parues en 1894 dans les tomes 37 et 38 de la *Revue philosophique*, fondée en 1876 par le psychologue Ribot, il est dès lors possible de traiter les objets sociaux pris dans leur diversité comme des « choses » susceptibles d'être soumises à l'observation et à l'analyse critique. Le mot « choses » au pluriel, tel qu'il est employé par Durkheim, s'entend comme l'ensemble des phénomènes intrinsèquement liés aux valeurs, aux actes, aux besoins, aux attentes et aux représentations qui déterminent les comportements des membres individuels et collectifs de la société. Dotée d'un sens général, embrassant une foule d'objets, de sujets et d'actes déterminés, cette définition durkheimienne du concept de sociologie est si extensible qu'elle peut s'appliquer à toutes formes phénoménales de la vie sociale.

De son côté, le sociologue allemand, Max Weber (1864-1920) donne une définition de la sociologie fondée sur la méthode « compréhensive » et interprétative, et qui ne diffère, quant au fond, de celle de Durkheim que sur des points de détails. Weber

donc définit la sociologie comme

une science qui se propose de comprendre par interprétation [...] l'activité sociale et par là d'expliquer causalement [...] son déroulement et ses effets. Nous entendons par « activité » [Handeln] un comportement humain (peu importe qu'il s'agisse d'un acte extérieur ou intime, d'une omission ou d'une tolérance), quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un sens subjectif. Et par activité « sociale », l'activité qui, d'après son sens visé [...] par l'agent ou les agents, se rapporte au comportement d'autrui, par rapport auquel s'oriente son déroulement. (Weber, 1995 : 28)

A cette définition, Weber en ajoute une autre par laquelle il assigne, d'une part, à la sociologie des objectifs méthodologiques qu'elle devrait atteindre et à montrer, d'autre part, en quoi cette discipline alors toute nouvelle se distingue de l'histoire :

La sociologie [...], écrit-il, élabore des concepts de 'type' et elle est en quête de règles 'générales' du devenir. Elle s'oppose à l'histoire qui a pour objet l'analyse et l'imputation causale d'actes, de structures et de personnalités 'individuelles', 'culturellement' importants. L'élaboration de concepts propres à la sociologie prend ses 'matériaux' [...] dans les réalités de l'activité qui sont également importantes pour les points de vue de l'histoire. Elle élabore ses concepts et en recherche les règles avant tout également du point de vue de la possibilité de rendre service à l'imputation causale historique des phénomènes importants pour la culture. (*Op.cit.*, 48-49)

Le rappel de ces définitions¹ est nécessaire, car il permet de situer le débat qui nous préoccupe, en l'occurrence, celui de la sociologie ; débat qui, en Algérie, fait non seulement cruellement défaut entre les spécialistes de cette discipline dont l'utilité et la fonction opératoire ne font pas l'ombre de doute, mais qui n'intéresse en vérité qu'un nombre très limité de sociologues nationaux, consciencieux et désintéressés, et dont les travaux et les publications demeurent confinés le plus souvent dans la confidentialité, faute de relais institutionnels, éditoriaux et médiatiques. La sociologie et les sociologues ne sont pas les mieux

¹ Voir aussi BOURDIEU Pierre. 1980. *Le sens pratique*. De Minuit. Paris.

prisés en Algérie aussi bien du côté institutionnel et politique, que du côté de l'opinion publique, parce que ces sciences dites « molles » sont considérées comme n'étant pas porteuses de « plus-value », comme le sont les sciences « dures », telles la physique, la biologie, les mathématiques, la médecine, la pharmacie ...

2. Sociologie et pratique sociologique en Algérie

Compte tenu de cette dévalorisation des sciences sociales et humaines dans notre pays, la sociologie demeure cantonnée dans la seule sphère universitaire où elle se fait discours abstrait et répétition fastidieuse des grandes théories détachées de leur contexte. Si, à l'université, l'on connaît les pères fondateurs de la sociologie moderne, cette connaissance reste cependant très théorique, et souvent superficielle. Ibn Khaldûn, par exemple, qui n'est pas étranger à la culture locale, et dont l'œuvre est considérée, notamment en Occident, comme relevant à la fois de l'histoire, de la sociologie et de l'anthropologie, n'est que rarement sollicité et ne fait l'objet que de rares allusions de la part des enseignants « sociologues » des différents départements de sociologie au sein des universités. A l'ignorance théorique des œuvres fondatrices de la sociologie moderne, s'ajoute, chez les sociologues en titre, une méconnaissance totale de l'épistémologie et de la fonction impartie à la sociologie au sens que nous venons de définir ci-dessus. De là s'expliquent, en effet, les raisons pour lesquelles on constate une forte démotivation chez les sociologues envers les enquêtes de terrain en même temps qu'un mépris à peine dissimulé envers certains objets de recherche considérés, soit comme dépourvus de « noblesse », soit comme sujet tabous (drogues, sexualité, suicide, violence, inceste, etc.). Les mémoires et les thèses produits en Algérie abordent rarement ces sujets, et seuls quelques quotidiens nationaux osent braver ces tabous en révélant des pratiques inimaginables et qui heurtent profondément par leur gravité la conscience d'un pays dont la population se croit prémunie contre ces « fléaux » par la religion et la morale musulmanes. Pour la population algérienne fortement imprégnée de religiosité, ces manifestations phénoménales sont étrangères à « l'islam », pratiques que cette religion réprovoque et condamne sans appel ; elles ne peuvent donc être de ce fait imputables qu'aux influences pernicieuses de l'extérieur, et notamment à l'Occident « décadent » et « pervers ». L'évitement de ces sujets « chauds »

par les sociologues locaux s'explique donc, pour partie, par l'appréhension qu'ils ressentent d'être accusés de révéler au monde extérieur « nos tares », et pour partie, par le désintérêt qu'ils éprouvent à aborder des sujets qu'ils jugent dépourvus d'intérêt « académique ». Par académique, ils entendent surtout les discours théoriques de portée « universelle » rattachés aux grands noms avec lesquels ils se délectent sans pour autant saisir le sens et la visée déployés dans leurs œuvres.

3. Le poids des tabous et des interdits qui pèsent sur la sociologie

En dépit de l'ouverture « démocratique » amorcée suite à l'instauration du pluralisme politique en 1989, l'Algérie demeure le seul pays du Maghreb qui ne s'est pas encore départi de ses vieux réflexes conditionnés. Les tabous et les interdits continuent, comme du temps du parti unique, de fonctionner comme un facteur essentiel d'inhibition dont seuls quelques journalistes d'investigation se sont affranchis, mais de manière toute relative. La censure et l'autocensure, liées à l'idéologie du nationalisme algérien du vieux bon temps, qui se fonde sur le secret, l'auto-défense, la peur du qu'en dira-t-on, toutes choses qui se formulent dans la phrase populaire : « *nustrù ar-wahnâ* » (cachons nos vices et défauts) trouvent leur matérialisation dans la pratique et les représentations des agents sociaux qui, en présence de l'Autre, s'efforcent de donner une image lisse, sans aspérités, d'eux-mêmes. Tout ce qui sort de biais ou qui signale un défaut attesté « de soi-même » doit être nié ou escamoté au moyen d'une auto-description éminemment positive de soi et de ses semblables. Le sociologue, amateur et même confirmé, n'échappe pas à cette contrainte idéologique qui l'oblige de se conformer à cette culture auto-apologues. L'éloge de soi individuel et collectif semble être un trait constitutif de la culture idéologique du nationalisme algérien né sous l'influence et en réaction au nationalisme français, de type jacobin. Les hommes politiques algériens, tout comme le petit peuple, se ressentent encore très fortement de cette idéologie auto-valorisante et qui n'en finit pas de structurer et d'informer les imaginaires sociaux des agents en acte.

4. Les objets tabous

Les tabous qui ne font que très rarement l'objet d'étude sociologique sont nombreux et je n'en cite que les principaux

d'entre eux : les drogues, l'homosexualité, la prostitution, la sexualité, le suicide, la violence, etc. Lorsque, au début des années quatre-vingt dix, j'ai entrepris d'enquêter sur ces sujets et dont les résultats ont été publiés par la suite, j'ai dû encourir le courroux de bon nombre de mes compatriotes parmi lesquels se comptaient des « sociologues » ou se réclamant comme tels. Ils me reprochaient d'avoir révélé aux « Autres » des pratiques « honteuses », certes véridiques, mais que l'on devait « garder pour soi » afin de ne pas prêter le flanc aux railleries de « nos ennemis ». Comment est-il possible qu'une personne se targuant d'être « sociologue » en arrive à plaider pour l'occultation de certains aspects désagréables manifestés par la réalité sociale de son pays au motif de sauver son honneur et d'en donner une « image positive » à l'extérieur ? Pourtant, cela n'a rien d'impossible lorsqu'on songe à l'extrême prégnance du nationalisme, étroit et étriqué, sur les esprits aussi bien cultivés qu'ordinaires. La sociologie, tout comme l'histoire, n'échappent pas à l'emprise de cette idéologie dans laquelle les affects et l'auto-exaltation se développent au détriment de la critique et de l'auto-critique, sans lesquels les sciences n'auraient jamais pu enregistrer les progrès que nous leur connaissons aujourd'hui.

4.1. Les Drogues

Les sujets considérés comme « tabous » chez nous, tels les drogues, la sexualité, le suicide, etc., font l'objet d'une grande sollicitude de la part des chercheurs, notamment occidentaux, qui n'ont nullement « honte » de mettre au jour ces manifestations qui affleurent à la surface de leurs propres sociétés avant d'étudier les mêmes phénomènes dans les sociétés exogènes pour les besoins du savoir et de la connaissance. A propos de tous ces sujets qui pour longtemps et encore aujourd'hui, en Algérie, sont restés frappés d'interdits et d'amnésie, j'avais osé je ne sais par quel motif secret, déchirer le voile dont ils étaient enveloppés en écrivant ce que mes enquêtes de terrain d'alors m'avaient fait découvrir. D'abord les drogues sur lesquelles j'ai enquêté. Que l'on me permette ici de reprendre le commentaire qui en a été fait par Bernard Doray et Francis Saint Dizier (1994 : 29-30) :

D'une manière plus synthétique, Ahmed Rouadjia en 1991 dans l'Etat du Maghreb [brosse] le tableau suivant de la situation : 'Circonscrire dans les années soixante aux adultes, l'usage du kif (chanvre indien), et de l'alcool, s'est étendu, dans les années soixante-dix, aux franges de jeunes exclus du

système économique et éducatif. [...] Dans le Rif, et surtout dans la région de Kettana, la culture du Kif se pratique sur une grande échelle (7000 tonnes par an). A partir des années soixante-dix face à une demande croissante, le recours à la contrebande s'est développé, notamment au Maroc. Malgré la rupture des relations diplomatiques avec l'Algérie en 1975, les passeurs de Kif, cocaïne ou comprimés, sont en majorité des Algériens de moins de vingt-cinq ans. De plus en plus, le trafic de drogue s'effectue avec l'Europe [...] surtout par voie maritime. Le Maroc et l'Algérie auraient déjà rejoint les réseaux des grands trafiquants mondiaux de stupéfiants'

A. Rouadjia ajoutait une réflexion sur les effets pervers, montre aussi que les effets pervers de la répression (qui a fait augmenter le prix du kif, substance traditionnellement bon marché et traditionnellement cultivée dans le Sud Algérien à des fins de consommation locales) et sur l'interdiction ou la cherté de l'alcool, qui ont amené une augmentation importante de la consommation des drogues habituelles aux pays pauvres : colles, diluants, « zambréto » (mélanges de limonade et d'alcool à brûler, souvent additionné d'autres ingrédients toxiques), gaz d'échappement de voiture ...(210-213).

Ces objets « tabous » sur lesquels j'ai anticipé ne suscitent encore que peu de regain d'intérêt chez les sociologues et les psychologues de l'université algérienne, et ne font l'objet que de rares enquêtes approfondies. Les colloques organisés ici et là par certaines universités, ces dernières années, sur les drogues, relèvent du domaine théorique le plus abstrait et n'apportent rien d'original en matière descriptive et analytique. Alors qu'en Europe, et notamment en France, les recherches en ce domaine se développent et apportent chaque jour des éclairages nouveaux sur les différentes pathologies liées aux consommations des psychotropes, l'Algérie reste bien à la traîne en la matière. Elle est bien en retrait même par rapport à ses voisins, Tunisiens et Marocains, dont les chercheurs se montrent moins inhibés et bien moins frileux que leurs pairs Algériens qui prisent plus la théorie désincarnée débitée dans les locaux poussiéreux et maussades de l'Université que la pratique concrète sur le terrain.

Les drogues, entre autres, sont l'une des causes propices au suicide et aux tentations suicidaires. La presse nationale rapporte très souvent le cas de ces jeunes désespérés qui, du haut des Ponts Suspendus de Constantine, se jettent dans le fond du ravin.

Ailleurs, on choisit d'autres moyens pour mettre fin à ses jours. Les recherches les plus récentes menées en France à ce sujet indiquent l'existence d'une corrélation entre les drogues et les suicides constatés :

Les idéations suicidaires et les tentatives de suicide sont souvent associées à des épisodes dépressifs, mais aussi à d'autres pathologies, ainsi qu'à des facteurs variés comme la maltraitance durant l'enfance, le chômage ou l'abus des substances psychoactives (Batt, 2000 ; Walter, 2000). Des maladies (somatiques ou psychiques) graves ou invalidantes peuvent, par les troubles et les souffrances qu'elles occasionnent, diminuer la qualité de vie et le bien-être des malades et provoquer des idées de suicide ; ainsi, les personnes séropositives souffrent notamment des effets secondaires des thérapies mises en œuvre, de l'isolement et de la discrimination à leur égard (Cochand & Bovet, 1998 ; Préau et *al.*, 2007 ; Velter, 2007). [...] La consommation de substances psychoactives (alcool, tabac, drogues illicites et polyconsommation) a déjà été signalée comme étant en lien avec les pensées suicidaires, les tentatives de suicide et les suicides accomplis ; on sait que leur effet désinhibiteur facilite le passage à l'acte, et que les personnes en détresse peuvent s'auto-traiter en y recourant pour atténuer leur souffrance (Erinoff et *al.*, 2004). De plus, dans le cas particulier des usages de drogues par voie intraveineuse, une telle consommation est susceptible d'entraîner des pathologies (infections VIH, VHC, candidoses, bactériémies...) en cas de partage du matériel d'injection, qui peuvent à leur tour concourir à des comportements suicidaires. Dans les études qui visent à mieux comprendre la tentative de suicide ou les pensées suicidaires, il convient donc de tenir compte de ces éléments qui peuvent toucher différemment certains segments de la population. (Beck et *al.*, 2010 : 27-28)

S'agissant de l'Algérie, tous les faits sociaux évoqués ci-dessus (drogues, suicide, homosexualité, prostitution...) ont été de 1962 à 1990, des sujets tabous. Leur existence était soit escamotée, soit minimisée. Souvent, la presse nationale qui était encore dominée par le parti unique, présentait ces manifestations qualifiées de « déviantes » comme étant le propre de l'Occident « décadent » et impie et que l'Algérie en était complètement « immunisée ». Ce n'est qu'à partir des années quatre vingt-dix que l'on commençait, mais très timidement, à en parler, et encore le faisait-on de manière assez sélective. S'il n'était plus désormais

« honteux » d'évoquer, dans la presse nationale, les drogues dont on imputait d'ailleurs la responsabilité de leur consommation aux « passeurs » marocains, et donc aussi au Maroc tout entier, rendu alors responsable en partie de la perversion d'une fraction de « la jeunesse algérienne », il n'en était pas de même des suicides, et surtout de l'homosexualité et de la prostitution, deux sujets dont on tait ou nie complètement la réalité et dont la simple évocation provoque encore des frissons d'horreur ou des réactions offusquées.

4.2. Homosexualité, prostitution et autres « déviances »

Ce sont là encore des sujets tabous, et les évoquer dans une étude, même académique, provoque de réactions scandalisées. Le plus surprenant, mais aussi, la chose des plus déplorables, c'est que même des personnes se réclamant de la sociologie, et affirmant avoir vocation à pratiquer « le métier du sociologue », considèrent comme sacrilège d'évoquer ces sujets dans la mesure où ils attenteraient gravement à « la pudeur », et aux valeurs morales de la société. Que de fois ne m'a-t-on reproché de considérer ces sujets comme un objet d'étude par excellence, alors qu'ils n'en seraient pas en raison de leur caractère « choquant » qui heurterait profondément la conscience des « croyants » attachés à la « pudeur » ? Que de fois ne m'a-t-on fait le grief d'étudier et d'écrire sur de tels objets « entachés de honte », et surtout d'oser les donner en pâture aux Occidentaux qui ne manqueraient pas de « rire de nous » ?! Pourtant, tout en admettant, en aparté, l'existence de la pratique de l'homosexualité et de la prostitution, on se refuse cependant à ce qu'ils fassent l'objet d'étude, même académique, ou de divulgation « à l'extérieur ». Il semble que la répugnance envers l'homosexualité, voire sa condamnation morale, n'est pas un trait spécifique à la culture algérienne ; il en est d'autres qui la rejettent comme « immorale », et traitent les homos comme des « malades » et des « réprouvés ».

Ainsi Christian Grov et son équipe ont-ils relevé aux États-Unis que

les jeunes « de couleur » (African Americans, Asian/Pacific Islanders, Latinos/as) étaient moins souvent ouverts quant à leur orientation ou leur identité sexuelle vis-à-vis de leur parents que les jeunes « blancs » (Caucasians), ce qui semble lié à un fort rejet culturel de l'homosexualité dans ces familles. (année : page).

Et les auteurs de ce passage ajoutent en note en bas de page que ce rejet culturel a aussi été analysé dans le monde du Maghreb par Ahmed Rouadjia (1991) » en référence à un de mes articles sur le sujet². Mais le paradoxe, c'est justement dans les sociétés et les cultures fortement imprégnées de religiosité et de puritanisme que ces formes de sexualité réputées « déviantes » ou « perverses » se pratiquent de manière « sauvage », mais cachée, il est vrai. Comme dit l'adage oriental « une faute cachée est à demi pardonnée ». On peut pratiquer les choses illicites ou interdites, à condition de le faire avec « discrétion » ... (*Op. cit.*, 40).

En dépit de son style satirique et de certains de ses pré-supposés idéologiques, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz a dit des vérités d'autant plus cruelles sur les diverses formes connues de sexualité en Islam que nul ne peut contredire. Puisant à la fois de ses observances personnelles de journaliste - il était longtemps le correspondant du journal *Le Monde* au Caire, après l'avoir été au Maghreb -, puis « piochant » des sources islamiques les plus diverses, dont le Coran et les docteurs de la foi musulmane les plus autorisés, il en arrive à montrer que les traditions musulmanes ne sont ni univoques ni unanimes sur ce sujet, et qu'il y a bien des différences d'interprétation selon les écoles (*mad'ahibs*) et les époques historiques. Tandis que le Coran, dit-il, n'évoque clairement l'homosexualité que

cinq ou six fois, à travers l'histoire empruntée à la Bible, des anges du Ciel que les habitants de Sodome, à l'exception de Loth, voulaient lutiner, ce pourquoi ils furent punis par le feu céleste. Quoique, au-dessus de tout soupçon, Loth a laissé son nom, en arabe coranique, aux lothiens- les homosexuels. C'est à Loth seul, qui n'est pas une autorité, que le Coran fait prononcer le mot « d'abomination » pour désigner l'inversion. La sourate des Fourmis taxe simplement d'ignorance ceux qui, par concupiscence, s'approchent des hommes plutôt que des femmes. Quant à la Sourate des Poètes elle se borne sur un ton, à dire vrai plus réprobateur que condamneur, à poser la question : « Vous approchez-vous des mâles de l'univers et délaisserez-vous épouses ?

² 1991. « L'homosexualité, une réalité sociale réprimée » dans *L'Etat du Maghreb. Op.cit.* p. 235 et suivantes.

(Péroncel-Hugoz, 1983 :196)

Au contraire du Coran (al-Qorân), qui se montre plus tolérant, la tradition orthodoxe (la Sunna) portée par les docteurs de la foi musulmane (Malek Ibn Anas, Abou Hanifa, Ibn Hazem, Ibn Hanbal...) fait preuve d'une sévérité impitoyable envers l'homosexualité considérée comme un acte contre nature, répréhensible, et donc passible des peines capitales. Il est vrai qu'Abou Hanifa ne va pas jusqu'à cette extrémité, et prône seulement pour le coupable des « peines légères ». Quant à la position d'Ibn Hazem, sur ce sujet, elle ressort franchement de l'inquisition. Pour lui, la sodomie relève d'une « chose affreuse et répugnante, Allah a lancé contre les coupables des blocs d'argile pourvus d'une marque. Malek³ estime que l'actif et le passif encourent la lapidation. Aboubakar [Le premier calife] fit brûler vif un coupable de crime [homosexuel] ». (cité par Péroncel-Hugoz, *Op. cit.*, 197)

L'autre paradoxe, notamment de l'Islam social algérien, l'actif (celui qui donne) est mieux vu que le passif (celui qui reçoit). Le premier est socialement valorisé en raison de sa virilité, le second, méprisé en raison de sa féminité ... Au premier se rattache l'idée ou le sentiment touffu, diffus de « l'honneur » qui rejaillirait sur « la famille » ; le second incarne pour les siens les stigmates et la honte. Dans tous les cas, l'homosexualité est perçue de manière fort ambiguë, et elle tient pour l'essentiel cette ambivalence aux contradictions qui mettent constamment aux prises les traditions et les représentations culturelles de l'islam social, volontiers hédoniste, avec l'islam coranique dont les prescriptions sur ce sujet oscillent entre l'interdit formel et la tolérance ; elles tiennent aussi à cette dichotomie qui se fait jour entre les faits et la théorie, et entre les pratiques et le droit ...

D'autre part, les stigmates qui pèsent sur cette forme de sexualité qualifiée socialement de « pathologique » expliquent pourquoi les chercheurs en général, et les sociologues en particulier, en Algérie, ne la prennent pas pour un objet d'étude digne d'être

³ Il s'agit de Malek Ibn Anas (mort en 795 de l'ère chrétienne). Juge méдиноis, auteur d'un célèbre traité de jurisprudence ou droit musulman, il fut à l'origine du rite malékite adopté par les Maghrébins. Le malékisme, avec le chafi'isme, le hanafisme et le hanbalisme, forment les quatre écoles de l'islam orthodoxe.

conduit. Le SIDA lui-même relève de ce registre tabou, et sauf rare exception, cette maladie n'est que rarement débattue par les chercheurs nationaux, comme si elle ne concernait pas la santé de la population et comme si le simple fait de l'évoquer était un acte attentatoire contre la morale, la religion et les mœurs sociales censées être saines et transparentes à elles-mêmes. De même la prostitution qui gagne certaines franges de la population précarisée ressort du domaine de l'esquive et de l'évitement⁴. En faisant l'économie d'étudier ces « choses », en refusant de les traiter en objets de recherche, et d'en interpréter les causes, nos sociologues manquent donc à leur devoir d'engagement intellectuel et à leur vocation première : celle d'interpréter les faits sociaux et de constituer le stock des savoirs nécessaires dont nous avons besoin afin d'appréhender au mieux les lois qui régissent les structures, les représentations sociales du monde, les besoins et les attentes de la société globale, mais aussi la crise des valeurs et du sens que celle-ci traverse et dont elle est traversée de part en part ...

5. La crise des sciences sociales en Algérie

Crise de l'université ou crise des sciences sociales ? La réponse est que la crise de la première a engendré inévitablement celle de la seconde. Les deux « crises » se lient intimement. Par « crise » de l'université il faut entendre la dégradation constante de la qualité des contenus de ses programmes d'enseignement, de ses méthodes pédagogiques et de recherche, ainsi que de ses approches d'investigation etc., toutes choses ayant abouti à l'indigence de l'esprit critique qui se reflète à travers les mémoires de magisters, de thèses de « doctorats » soutenus, et de livres publiés où le plagiat et les compilations tiennent lieu de « méthodologie scientifique »⁵.

⁴ Voir Ahmed Rouadjia « La prostitution dans les villes » in *l'Etat du Maghreb*, *op.cit.*, 237 et suivantes

⁵ Je me borne ici à ne citer qu'une seule référence, mais qui illustre fort bien le caractère aussi bien approximatif que vaniteux de cette prétendue « méthodologie de la recherche scientifique » dont les auteurs semblent se gargariser, méthode dans laquelle la pensée religieuse, notamment musulmane, est élevée au rang de « science » : voir SLATNIA Belkacem et EL DJILANI Hassan. 2009. *Muhadhârat Fî al Manhâj Wa al bahth al 'ilmî* (Conférences sur la

Par « crise des sciences sociales », il faut entendre plusieurs choses : en premier lieu, le triomphe de « la paresse » intellectuelle qui dispense les enseignants et les chercheurs « établis » de se livrer à des enquêtes de « terrain », et de tirer partie de la richesse en matière d'objets « sociologiques » que leur offrent d'innombrables terrains vierges (l'évolution des idées et des mœurs, les émeutes, la cohabitation urbaine, les nouveaux rôles et statuts sociaux, les phénomènes de frustrations et leur mode d'expression ...); en second lieu, la quête assoiffée de la promotion par le biais du « diplôme » ou de l'élévation en « échelon » et en grades ; la lutte des clans et des coteries autour des enjeux souvent mesquins et sans aucun rapport avec l'acquisition ou la production des savoirs et, en troisième lieu, le culte ostentatoire et arrogant d'une « science » abstraite hautement revendiquée, mais en réalité totalement ou quasiment absente chez beaucoup ; telles sont, entre autres, les manifestations les plus saillantes de cette « crise » des sciences sociales qui n'en finit pas de s'aggraver.

5.1. Aux origines de « l'aporie »⁶ des sciences sociales et humaines

Au commencement, il y a les réformes de l'école algérienne, située en amont de l'université. Celle-ci apparaît, à l'examen attentif des faits, comme étant « victime » expiatoire de son amont constitué par l'enseignement primaire et secondaire dont les réformes successives n'ont fait que transporter et transplanter

méthodologie et la recherche scientifique), Diwân al matbu'ate al Jami'yya, Alger.

⁶ Il semble bien que la régression de ces disciplines, tout comme la faiblesse de la pensée critique, n'est pas l'apanage de l'Algérie, mais affecte pratiquement tous les pays arabes dont les chercheurs et les intellectuels les mieux avisés n'en finissent pas de se questionner sur l'impasse devant laquelle se trouvent confrontées les sciences sociales « arabes » qui, tout en récusant tout à la fois le savoir produit par « l'orientalisme » et par l'ethnologie coloniale, elles se refusent de s'affranchir des contraintes pesantes et limitatives de l'idéologie nationaliste, dans sa double version, arabe et musulmane. Voir ROUSSILLON Alain. Janv. Mars 1990. « Le débat sur l'orientalisme dans le champ intellectuel arabe : l'aporie des sciences sociales » dans *Peuples Méditerranéens*. N°50. p. 7-39 ; du même auteur : Janv.Juin 1991. « Sciences sociales et identité. Quelles sciences sociales rêvées dans/sur le monde arabe ? » dans *Peuples Méditerranéens*. N° 54/55. p 299-150.

durablement les contenus et les méthodes désuets dans l'enseignement supérieur. C'est dire que l'amont détermine, en l'occurrence, l'aval. En transportant son savoir scolastique et en le transplantant au cœur de l'université, l'enseignement secondaire a achevé d'y enraciner ses approches et ses méthodes anti-pédagogiques et anti-scientifiques. Surchargées dès l'origine d'un contenu idéologique à connotation fortement « nationaliste » au sens le plus étriqué du mot et d'un islam passéiste mâtiné de « progressisme », ces réformes ont abouti à paralyser les facultés critiques, l'esprit d'examen chez les élèves, et à en faire non pas des citoyens réfléchis, critiques et vigilants, mais des sujets passifs et hétéronomes. La lecture rétrospective des réformes opérées et des discours politiques qui les ont martelées nous dévoile les objectifs qui leur ont été assignés : modeler la pensée, les imaginaires et les représentations du monde des élèves d'après une vision identitaire fondée sur le dogmatisme, l'exaltation de soi et sur le refus de l'altérité. Par ailleurs, tout savoir « généré » par la colonisation ou par ses « ethnologues » est révoqué en doute, voire violemment récusé au motif qu'il a été partie prenante avec cette dernière. Décrétée en 1971, la réforme de l'enseignement supérieur se présente justement comme une rupture d'avec l'enseignement de l'école coloniale, dont l'ethnologie : L'ethnologie qui a participé totalement du système colonial dont elle est la création et dont elle a accepté les présupposés⁷ doit être bannie du système d'enseignement national. L'aversion envers cette discipline associée au « colonialisme » s'est traduite tout bonnement par la suppression du « certificat d'ethnologie » institué naguère par l'ancienne faculté de lettres et sciences humaines de l'université d'Alger. Qualifiée de « désuète dans ses méthodes » comme dans ses conclusions scientifiquement peu valables parce que généralement fondées sur des postulats contestables (Benyahia, 1971 : 11), l'ethnologie se voit donc condamnée au rebut de l'histoire en même temps que la philosophie, l'histoire, la langue et cultures arabes, puis « décontaminées » (Kadri, 1991 : 170), c'est-à-dire expurgées de leurs éléments nuisibles.

⁷ Mohamed Seddik Benyahia, alors Ministre de l'Enseignement Supérieur et artisan de la réforme, voir 1971. *La refonte de l'enseignement supérieur*. Alger ; p. 36.

5.2. Le rejet de la science coloniale dans sa version « sociale et humaine »

En s'algérianisant, l'université s'est inscrite en faux contre ces sciences dites « molles », parce qu'elles toucheraient à l'être algérien et s'ingénieraient dans ce qu'il a d'intime et de profond. Au contraire des sciences « exactes » réputées « neutres », les sciences sociales d'origine occidentales (coloniales) seraient si insidieuses et si perverses qu'elles pourraient constituer un ferment de dissolution de l'« âme » algérienne. La mission assignée à l'Université consisterait donc à combattre toutes les formes d'aliénations dans la formation de l'esprit » et elle doit également amener l'étudiant à « imprégner ses diplômes de la réalité vécue, en [lui] faisant porter la double estampille de l'action révolutionnaire et du travail intellectuel (Benyahia cité par Kadiri, *op.cit.*). Purifier et « nationaliser » les sciences sociales, les lester d'un contenu idéologique « anti-colonialiste », tel est, entre autres, les objectifs assignés à la réforme de l'Université.

L'Algérie n'a que faire de diplômés formés dans leur pays mais qui ne portent pas les marques des préoccupations des problèmes, des options de leur propre pays. » En un mot, il faut « décoloniser les sciences de l'homme » (*ibid.*, 169). D'où la nécessité d'élaborer une « culture nationale progressiste et révolutionnaire. Elle se préoccupera d'insérer dans l'actualité du siècle toutes les valeurs reconnues nationales, de conférer à notre culture rationalité, efficacité, esprit de création, toutes qualités aptes à enraciner l'information, à transformer la vie, à désaliéner les structures mentales (*idid.*)

L'on recommande également d'abolir dorénavant « dans toutes les sections l'ensemble des matières qui surchargent dangereusement les programmes (langues mortes et formes archaïques des langues vivantes) et tous les archaïsmes (histoire de la philosophie notamment) au profit des problèmes et des questions d'actualité. (Benyahia, 1971 : 36)

Décoloniser « les sciences de l'homme » signifie, d'après cette logique, la purification de celles-ci des préjugés coloniaux dont elles sont censées être les vecteurs principaux en les chargeant d'un nouveau contenu qui puisse satisfaire aux réquisits idéologiques du pouvoir, qui s'est donné, entre autres, pour mission de redonner à la société algérienne ce qui lui a été

naguère déniée : son identité nationale. Celle-ci ne peut s'épanouir qu'en puisant désormais de ses deux dimensions originelles que la colonisation avait failli tarir à la source : l'arabité et l'islam. Or, les sciences sociales, une fois affranchies des contraintes coloniales, n'ont d'autres missions à accomplir que celles de servir d'instrument et de justification aux « options » politiques du pays et de promotion d'une « culture nationale progressiste et révolutionnaire ». En effet, l'une des missions essentielles qui semble avoir été assignée à ces disciplines expurgées de leurs scories et poncifs coloniaux, aura été l'exaltation des vertus morale et éthique du nationalisme algérien défini comme unique ou presque critère d'évaluation et d'analyse « objectives » du monde social. Cette prétention s'est accompagnée, et s'accompagne encore dans bien des cas, par le refus d'admettre que l'Autre, notamment l'étranger, puisse porter un regard objectif ou impartial sur l'Algérie. Seuls ceux qui, parmi les étrangers, flattent l'égo algérien, peuvent inspirer confiance, et bénéficier d'une grande crédibilité. En dehors de ce cas, l'étranger qui parle et écrit sur l'Algérie des « vérités » non conformes à ce que l'on attend de lui, est toujours suspecté de malveillance envers l'Algérie et les algériens.

L'ouvrage fameux de Lucas et Vatin, *L'Algérie des anthropologues*, n'aurait jamais accueilli autant de suffrages auprès de quantité d'algériens, notamment auprès des hommes politiques au moment de sa parution, s'il n'avait pas chargé l'ethnologie coloniale de tous les péchés capitaux, et s'il n'avait pas abondé dans le même sens que certains écrivains, penseurs et idéologues algériens pour qui tout ce qui a été écrit sur l'Algérie par les auteurs coloniaux, voire même par les Français métropolitains, n'étaient que mensonge et travestissement de la vérité.

Ainsi en est-il Mohamed Chérif Sahli, qui récuse catégoriquement et sans nuance les écrits coloniaux sur l'Algérie. Dans son ouvrage, *Décoloniser l'histoire*⁸, il dénie à la science coloniale toute objectivité et tout fondement scientifique, parce que, selon lui, toute cette science était exclusivement au service de la colonisation, comme l'aurait été l'*Orientalisme* d'Edward Saïd, au

⁸ 1962. *Décoloniser l'Histoire*. Maspero. Paris.

service de l'impérialisme occidental. Pour Sahli, comme pour ses pairs et leurs épigones algériens, la vérité ne saurait dite et écrite que par des algériens épris de leur patrie. Il n'est de vérité, en somme, que lestée d'un contenu idéologique et affectif d'inspiration patriotique. C'est en ce sens que Sahli peut écrire : « *Une œuvre signée d'un algérien ne peut donc nous intéresser que d'un seul point de vue : quelle cause sert-elle ? Quelle est sa position dans la lutte qui oppose le mouvement national au colonialisme ?* » (cité dans Lucas et Vatin, 1975 : 229). Ce raisonnement se veut une réplique au Roman de Mouloud Mammeri, la *Colline oubliée*, paru en 1953, et dans lequel pourtant l'auteur ne fait pas l'éloge de la colonisation, bien au contraire. Malek Bennabi, quant à lui, partage la même conviction que Sahli lorsqu'il s'en prend violemment à Fanon et au fononisme pour l'unique motif que Fanon se fait l'idéologue de l'Algérie combattante et qu'il n'est pas habilité à le faire, puisqu'il n'est pas de confession musulmane, mais chrétienne ! La nationalité se définit, selon lui non pas d'après la citoyenneté ou « le vivre en commun », mais selon la religion commune.

Malek Bennabi peut alors écrire que « *Pour partager le langage d'un peuple il faut partager ses convictions : Fanon était athée* » (cité dans Gadant, 1995 : 45-46). Et c'est en vertu de cet athéisme présumé de Fanon que Bennabi lui dénie la nationalité algérienne qui lui avait été reconnue cependant pendant la guerre d'indépendance puisque des soldats de l'ALN firent franchir à sa dépouille la ligne Morice, afin de l'ensevelir en terre algérienne ... (*Op.cit.*).

Pour certains nationalistes algériens des années cinquante, la dimension religieuse de l'être doit l'emporter sur toutes les autres considérations d'ordre ethnique, idéologique ou philosophique. Pour eux, le nationalisme seul ne suffit pas à former une communauté d'idées et d'intérêts. Il lui faut adjoindre une bonne dose d'islam. Le refus de l'enseignement ethnologique, puis l'usage du français comme langue d'enseignement et de communication par le lobby arabophone durant les années soixante et soixante dix devaient aboutir à l'arabisation des sciences sociales lors de La Réforme universitaire opérée en 1972-1973. Cette même réforme signera, comme nous le verrons sous

peu, l'arrêt de mort de la sociologie. Considérée comme avatar de « la science coloniale⁹ », et donc comme motif de discorde et de division de la nation algérienne puisqu'elle permettait de faire ressortir les « différences » ou les particularismes (arabe, amazigh ...), l'ethnologie fut l'une des premières victimes de cette reconquête de l'identité algérienne par le biais de la restauration de la langue arabe. C'est en vertu de cette logique qu'

au lendemain de l'indépendance, les disciplines d'ethnologie et d'anthropologie, jugées sciences coloniales par le régime politique algérien, seront interdites d'enseignement. Si la sociologie était tolérée, c'était à la seule condition de s'affranchir d'une vision critique de la société. Dès lors, la sociologie va voir son développement marqué par une double instrumentation. Elle sera tantôt requise pour être la courroie de transmission du discours politique du moment, tantôt pour légitimer les orientations socio-économiques du pouvoir algérien. (Madoui, 2007 :149-160)

5.3. Statut et pratique de la sociologie en Algérie (1962-1972)

Introduite et enseignée en Algérie par des professeurs français de renom, comme Emile Sicard et Pierre Bourdieu, la sociologie avait bénéficié de 1962 à 1972 d'un statut honorable dans le système d'enseignement universitaire algérien. De 1962 à 1968, cette discipline a été encadrée par Emile Sicard qui enseignait à ses élèves la pensée d'Auguste Comte et aussi celle de Gabriel Tarde. Mais Sicard réservait ses faveurs surtout à Emile Durkheim qu'il regardait

comme un avant-gardiste, le diable étant incarné par Georges Gurvitch. Cependant ses assistants faisaient référence à Margaret Mead, Jean Fourastié, Claude Lévi-Strauss, Alain Touraine, autant que faire se pouvait. La démographie, par chance pour elle, avait l'appui direct de l'INED (Institut National d'études démographiques) qui

⁹ Les interrogations sur cette « science coloniale » ont donné lieu à de vifs débats durant les années 60 et 70, notamment chez les intellectuels français ayant travaillé en Algérie au titre de la coopération. Deux ouvrages ont été consacrés à ce sujet : Pierre Bourdieu, *Le Mal de voir*, ouvrage collectif, Cahiers Jussieu, n°2, éd.10/18, 1976, contributions aux Colloques Orientalisme, africanisme, américanisme (9-11 mai 1974), Ethnologie et politique Au Maghreb (5 janvier 1975 ; LUCAS Philippe et VATIN Jean-Claude. 1975. *l'Algérie des anthropologues*. Maspero. Paris.

déléguait des enseignants sous la direction d'Alfred Sauvy puis Alain Tabah, ce qui permettait de disposer de cours de pointe, surtout en analyse démographique, matière qui nécessitait le recours à des calculs et des raisonnements complexes, en particulier dans les pays à statistiques imparfaites.

A la même époque, l'université d'Alger

recevait en mission-et cela s'est accentué avec le départ d'Emile Sicard- des professeurs de renom comme Maxime Rodinson, Pierre Bourdieu, Pierre Georges, Alfred Sauvy, Georges Balandier, Jean Chesneaux. Et on pouvait aussi compter sur la présence à Alger d'André Mandouze, Jean Leca, Georges Labica et de leurs assistants...qui apportaient un sang neuf, même si les uns et les autres n'avaient pas les mêmes lectures des situations.

L'arrivée de Pierre Bourdieu en sociologie, relayé essentiellement par son équipe, a représenté un bond en avant de plus de vingt ans : il était déjà très connu grâce à son livre, écrit avec Sayed, *Le Déracinement* (1964) qui servait, avec le livre de Michel Launay (*Les paysans algériens*, 1963) et celui de Michel Cornaton (*les camps de regroupements de la guerre d'Algérie*, 1966), de textes de base pour notre travail. (Sidi Boumedine cité dans Henry et Vatin, 2012 : 290-291)

On ne se contentait pas de dispenser un enseignement purement académique. Il était question également de mettre à l'épreuve des faits les théories sociologique, ethnologique et économique, etc., et c'est pourquoi les enseignants de l'époque répugnaient à rester enfermés dans les amphis et les salles pédagogiques pour aller sur le terrain même où se manifestaient avec le plus de relief les conduites sociales et les comportements économiques des agents en acte. Tous les auteurs ou presque, étrangers et algériens, que nous venons de citer, n'avaient pas manqué de faire des enquêtes de terrain à cette époque, et certains d'entre eux, ont fait leur propédeutique de sociologue, d'ethnologue et d'anthropologue en terre algérienne. N'oublions pas que Pierre Bourdieu était philosophe¹⁰ de formation avant de bifurquer vers

¹⁰ LESCOURRET Marie-Anne (dir.). 2009. *Pierre Bourdieu, un philosophe en sociologie*. PUF. Paris.

la sociologie, et c'est en Algérie plus précisément, avec l'aide d'Abdelmalek Sayed, qu'il deviendra ce grand sociologue à la faveur des grandes enquêtes effectuées en Kabylie¹¹. L'intérêt sociologique qu'il portait à l'Algérie et qui se doublait d'une grande empathie envers ses habitants opprimés par le système colonial l'avait conduit à produire un album photo sur le pays, paru après sa mort (2002)¹². Ces photographies prises par Pierre Bourdieu entre 1958 et 1961 ont fait l'objet, après son décès, de plusieurs expositions tant en France qu'en Algérie¹³. Pour Bourdieu, comme pour tant d'autres penseurs engagés, la théorie coupée de la pratique devient sans objet. C'est pourquoi, il n'avait cessé de lier étroitement ses cours théoriques dispensés à la faculté d'Alger à la pratique du « terrain » d'où il pouvait observer en relevant les paroles et les gestes des acteurs sociaux. En arrivant en Algérie en 1955 pour accomplir son service militaire, ce béarnais, fils d'un ouvrier agricole devenu facteur, était agrégé de philosophie, et avait juste vingt cinq ans. Peu après son arrivée en Algérie,

Il sera affecté au service de documentation du gouvernement général à Alger avant de devenir assistant à l'Université de la ville en octobre 1957. Avec ses étudiants à qui il enseigne la philosophie et la sociologie, Bourdieu va mener des enquêtes de terrain pour comprendre le système colonial et ses conséquences sur la vie des algériens. Il se rend dans les régions de Kabylie et de Collo, des bastions nationalistes en proie à des conflits très durs. A travers des entretiens et des photographies, Pierre Bourdieu va réaliser un vrai travail de

¹¹ 1958. *Sociologue de l'Algérie*. PUF. Paris. 128 pages, Cette « Sociologie » est issue de ces enquêtes.

¹² BOURDIEU Pierre. 2003. *Images d'Algérie. Une affinité élective*. Ouvrage conçu par Franz Schultheis et Christine Frisinghelli. Actes Sud. Paris.

¹³ « D'abord appelé du contingent en 1955, Pierre Bourdieu (1930-2002) séjourne une deuxième fois en Algérie, où il enseigne à la Faculté des lettres d'Alger de 1958 à 1961. C'est dans ce pays secoué par la guerre que s'affirme la vocation de ce jeune philosophe pour la sociologie. Et c'est dans ce même contexte qu'il utilise la photographie comme support à ses recherches. En autodidacte, il va alors développer une approche du monde social à hauteur d'homme. Pierre Bourdieu plaçait son œuvre photographique dans le contexte de son travail sociologique, tout en soulignant les liens d'affection qu'il entretenait avec ce pays. D'Alger à la Kabylie, il captait une Algérie en pleine mutation. Un demi-siècle est passé et, aujourd'hui encore, ses images ont valeur de témoignage(<http://www.jeudepaume.org/?page=article&idArt=1510>).

documentariste et d'ethnographe. La photo est certes bien maîtrisée -en témoigne la qualité des cadrages- mais elle reste un outil au service de la réflexion.¹⁴

Bourdieu ne déroge pas à la règle. D'autres chercheurs, Français et Algériens, de l'époque considérée, s'adonnaient également aux enquêtes de terrain et ne pouvaient pas imaginer que l'on pût séparer la théorie de la pratique. Parmi les Algériens qui ont vraiment conduit des enquêtes de terrain doublées de réflexion intéressantes sur la société algérienne, il convient de citer, entre autres, Ali El Kenz¹⁵, M'hamed Boukhobza¹⁶, Djilali Liabes¹⁷, Abdelkader Djaghoul¹⁸, Djamel Guerid¹⁹, Ahmed Henni²⁰, le professeur Chams Eddine Chitour²¹, Addi Lahouari²². Tous ces chercheurs ont été initiés aux méthodes d'enquêtes de terrain, et formés au goût de la recherche désintéressé à une époque où l'Algérie était, malgré les clivages idéologiques qui la traversaient, et malgré la pensée unique imposée par le parti unique, en effervescence « idéologique », époque où l'Algérie était non seulement le refuge de tous les « révolutionnaires en exil » du monde entier, mais aussi le laboratoire dans lequel se confrontaient les opinions, les idées et les représentations du monde. L'euphorie des deux premières décennies de l'indépendance, jointe à la galvanisation intellectuelle suscitée par la présence des coopérants étrangers, notamment français, qui apportaient avec eux idées, méthodes et goût de la découverte,

¹⁴<http://culturebox.francetvinfo.fr/arts/photo/quand-bourdieu-photographiait-l-algerie-coloniale-75243>.

¹⁵ EL KENZ Ali. (dir.). 1989. *L'Algérie et la modernité*. Codesria. Dakar.

¹⁶ BOUKHOBZA M'Hamed. 1991. *Octobre 1988, évolution ou rupture ?*. Editions Bouchène. Alger.

¹⁷ LIABES Djilali. 1984. *Le capital privé et patrons d'industries en Algérie 1962-1982*. Thèse de doctorat. Université d'Aix en Provence.

¹⁸ DJEGHLOUL Abdelkader. 1984. *Trois études sur Ibn Khaldoun*. ENAL. Alger.

¹⁹ GUERRID Djamel. 2007. *L'Exception algérienne, la modernisation à l'épreuve de la société*. Casbah. Alger. ; et 2012. *Repenser la société algérienne*. Arak. Alger.

²⁰ HENNI Ahmed. 2012. *Le capitalisme de rente. De la société du travail industriel à la société des rentiers*. L'Harmattan. Paris.

²¹ CHITOUR Chams Eddine. 2005. *L'Algérie, le passé revisité : Une brève histoire de l'Algérie*. Casbah. Alger.

²² ADDI Lahouari. 2002. *Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu. Le paradigme anthropologique kabyle et ses conséquences théoriques*. La Découverte. Paris.

devaient provoquer cet engouement pour la quête du savoir chez de jeunes chercheurs algériens de l'époque.

Comme le note Aissa Kadri, qui fut partie de cette génération

[...] l'université d'Alger fut dans le contexte des années 70 un vrai laboratoire, centre d'expérimentation, de novations pédagogiques, de formation, de débats intellectuels, de ce qui va constituer l'encadrement de nombre d'universités françaises dans les années 80. En 71-72, les effectifs d'enseignants étrangers représentent encore 86,6 % de l'ensemble, c'est dire leur poids dans l'institution ; la part des Français, même concurrencée par les arrivées d'enseignants du Moyen-Orient et des pays de l'Est, reste majoritaire. Beaucoup parmi ceux qui enseignaient en Algérie vont s'affirmer quelques années plus tard dans le champ intellectuel et de la recherche en France. Balibar, Labica, Bidet, Lecourt, Galichet, Gadant en philosophie, Briand, Lenoir, Penneff, Glassman, Cuhe en sociologie, Imberty, Zoulim en psychologie, Gallissot, Lacoste, Cabot en histoire et géographie, Palloix en économie, Collot, Soulier, Timsit, Vatin, Gourdon, Henry, Miaille, Bontemps, Lafargue, David, Étienne, Journès en droit et sciences politiques. Les jeunes normaliens, politologues, juristes, économistes, historiens géographes, philosophes, sociologues, anthropologues, littéraires proches de leurs étudiants, tentent des novations pédagogiques, lancent des enquêtes, produisent des travaux de terrain, s'engagent dans des débats intellectuels vifs dans un contexte de radicalisation des luttes entre les deux blocs et d'émergence du « tiers-monde ». Des missionnaires, M. Rodinson, J. Berque, P. Bourdieu, Y. Turin, venant de l'École pratique des hautes études, du CNRS, des universités, contribuent à nourrir les débats et à poser de nouvelles problématiques, celles de l'Islam dans ses rapports au capitalisme et au socialisme, des processus d'acculturation, de l'éducation, des transitions. Les départements de sciences sociales et humaines connurent les mêmes débats que ceux qui avaient cours dans les universités françaises, aussi bien les universités expérimentales, nées de l'après-68, comme Vincennes, Dauphine, que dans celles plus anciennes comme Nanterre, La Sorbonne, Grenoble et d'autres. (Kadri cité dans Henry et Vatin, *op.cit.*,184)

Avec le départ des coopérants, qui marque le début de l'arabisation de l'enseignement des sciences sociales et humaines,

et avec l'algérianisation de l'encadrement administratif, technique et universitaire, l'Algérie va connaître une longue période de somnolence et d'improductivité scientifique. Les débats contradictoires qui ont caractérisé la décennie soixante et soixante dix vont céder la place à la montée en flèche des mosquées dont les *minbars* deviennent de véritables tribunes politiques pour les prédicateurs autoproclamés. C'est, désormais, le triomphe du radicalisme islamique qui va prendre le pas sur l'esprit scientifique et la rationalité, précédemment tentés dans les départements de sociologie.

5.4. De la réforme de l'Université (1972-1979) au déclin de la sociologie

Le témoignage de Rachid Sidi Boumedine nous permet de restituer, rétrospectivement, l'état d'esprit qui a présidé à la réforme de l'université en ces années-là :

les discussions, écrit-il, avec les autorités (le Doyen et ses assesseurs²³) eurent lieu en ordre dispersé, puisque chaque rameau fonctionnait en autonomie (sociologie, démographie, ethnologie, etc.) La première victime fut l'ethnologie, soupçonnée à la fois d'être une séquelle de la colonisation dans ses analyses et d'alimenter les particularismes locaux. L'occasion était belle pour faire partir, avec beaucoup de silences complices, Mouloud Mammeri, porte parole de l'amazighité. A la place fut édifié un enseignement de sociologie intitulé « sociologie culturelle », centré sur les questions de personnalité nationale et d'identité. (293)

Cette filière a été immédiatement captive de ceux qu'on a appelés les baathistes et de ceux qu'on nommera plus tard les islamistes. Vaillè que vaillè, et compte tenu de ses assises techniques, nous avons réussi à maintenir la démographie, devenue filière à part entière, dans une relative cohérence. En revanche la sociologie a été fragmentée pour lui ôter toute cohérence et la transformer en une collection de modules sans

²³ Voir Rachid Sidi Boumedine (*op.cit.*, note 8, 293) : « Comme le système clientéliste nous y a habitués depuis, tous ces assesseurs, dont certains étaient connus pour leurs choix idéologiques, ont été récompensés soit par une bourse de longue durée à Paris (mais sans résultat probant), soit par un poste de vicedoyen qui a conduit les uns et les autres par la suite à des postes plus élevées dans les sphères de l'Etat. ».

continuité, en réduisant au passage l'interdisciplinarité : en troisième année, la spécialisation ouvre sur cinq filières : sociologie industrielle, urbaine, rurale, culturelle, démographique. Mais l'éventuelle « technicisation » ou « professionnalisation » de la sociologie n'est qu'un leurre, car cet enseignement n'a jamais établi de connexion avec le monde du travail ou les études de la ville. Bien au contraire, l'Université est allée vers son rôle central, se reproduire sans concurrencer le discours officiel, légitime, dominant.

Près de dix ans après la réforme, j'ai pu dire à mes collègues, lors d'une rencontre d'évaluation sur les sciences sociales, qu'il n'y avait aucun exemple en Algérie de réussite sociale d'un sociologue en tant que tel, mais seulement comme agent au service de la production du discours hégémonique du Parti. Et, quand on regarde la nomenclature de l'emploi (héritée de l'INSEE), on note que les sociologues figurent dans la rubrique « autres, N.C.A. », c'est-à-dire « non classés ailleurs » : un lapsus des statisticiens qui disait bien la place des sociologues (*ibid.*, 293-294).

Parent pauvre des sciences sociales, la sociologie a été très tôt sacrifiée sur l'autel du discours idéologique dominant qui privilégie l'apologie de la Révolution et l'exaltation de l'identité nationale retrouvée au détriment d'une réflexion critique et indépendante des phénomènes sociaux. Cheval de bataille des arabophones pour qui l'ethnologie et la sociologie sont des sciences « coloniales », l'arabisation hâtivement adoptée a été en partie responsable de la dévalorisation de cette discipline. Faut-il affirmer comme d'aucuns le pensaient naguère que « la question de l'arabisation apparaît comme *un trouble-fête*,_comme la négation d'un effort de développement qu'elle serait venue entraver ? » Il serait bien difficile en effet de trancher la question, tant elle renvoie au problème de l'identité nationale qui se posait au lendemain de l'indépendance avec acuité. Ce n'est pas tant l'arabe qui constituait un frein au développement économique et culturel que l'usage idéologique et religieux qui en avait été fait et qui continue encore de se faire sur le mode quasi sacré. L'arabe n'est pas la négation de la modernité, mais elle le devient quand il sent que la modernité tente d'empiéter justement sur son caractère de langue sacrée ou présumée telle. Langue du « Coran », l'arabe est considéré également comme « langue nationale » et traductrice fidèle des sentiments patriotiques. En concurrence avec le français, langue du « colonialisme », l'arabe a

toujours été porté et défendu par les adversaires acharnés de la pluralité ethnique, culturelle et sociologique de l'Algérie, adversaires qui postulaient et qui postulent encore « la pureté ethnique » et le repli identitaire.

6. Le français et le berbère, cible de véhémentes attaques et de dénigrement des arabo- islamistes

Un spécialiste de la langue arabe, qui a vécu et travaillé un certain nombre d'années en Algérie, nous livre un témoignage intéressant sur le rapport ambigu que les Algériens entretiennent avec leur « identité » dont l'arabe en est une composante essentielle : au terme d'une expérience d'enseignement de l'arabe en Algérie, écrit-il, puis d'une recherche sur la mise en place de l'arabisation²⁴,

j'avais pu constater, comme je l'ai écrit dans *Esprit* en 1995, à quel point l'Algérie se sentait « mal dans sa peau », après tant d'années d'indépendance, à quel point elle ne réussissait pas à « être elle-même » au terme d'une longue colonisation qui l'avait aliénée à elle-même en la privant - à la différence de la Tunisie et du Maroc - de références autres que l'islam et la langue arabe. Ceci permettait de comprendre quelle importance pouvaient prendre ces deux données dans une structuration identitaire de l'Algérie. La nécessité de faire place à la langue arabe pouvait dès lors apparaître, mais devait-elle se faire contre le français ou en l'y associant : là est tout le débat qui a marqué son histoire. (Grandguillaume, cité dans Henry et Vatin, 2012 : 321).

Le français n'était pas l'unique cible des attaques des puritains et des partisans de l'arabisation intégrale. Le berbère l'était peut-être encore plus. Au tabou imposé à son sujet par les tenants de la pureté arabo-islamique, s'ajoutait la censure officielle qui frappait d'interdit le parler et l'écrit de cette langue pourtant plus nationale, plus « indigène », que ne l'est l'arabe classique imposée par la conquête de l'Algérie par les Arabes (647-711). En effet, de 1962 à 1980, le fait berbère était quasiment occulté dans le discours officiel. Il est absent dans la Constitution et la *Charte nationale* de 1976, et royalement négligé dans le recensement de la population algérienne de 1966.

²⁴ Grandguillaume, 1983 et 2003.

L'un des chefs de file des arabophones, Abdallah Cheriet, qui s'était illustré au début des années 1970 par la publication d'une série d'articles²⁵ dans la presse en faveur de l'arabisation, et contre le bilinguisme prôné alors par Mostefa Lacheraf, alors Ministre de l'Education nationale, n'avait de cesse de s'en prendre violemment aux deux langues précitées, considérées par lui comme langues étrangères en Algérie. Dès 1974, Cheriet mettait en garde le gouvernement contre la tentation d'accorder le droit de cité à la langue berbère, et considérait qu'il était indigne de traiter celle-ci en objet de recherche sociologique ou scientifique. Pour vivre dans l'harmonie que procure l'unité, le nivellement linguistique, culturelle et religieuse, la Cité algérienne devrait se prémunir des langues vernaculaires, et notamment berbère dont la reconnaissance pourrait constituer une pomme de discorde, un ferment de dissolution de la nation algérienne. Il écrit donc :

Nous devons également faire mention de la lutte qui, à un certain moment, a pu opposer partisans du littéraire à ceux qui prônaient le dialectal, ou entendaient redonner vie à divers particularismes régionaux, pharaonique en Egypte, phénicien au Liban, berbère en Algérie et au Maroc. Cependant, toutes ces propagandes, de même que les campagnes qui leur ont été opposées, n'entrent pas dans le domaine de la recherche scientifique ; elles n'ont été que des feux de paille momentanés, de nature politique, qui n'ont pas duré plus qu'ils ne le méritaient, et ni la langue, ni la société, n'en ont retiré de profit notable. (Cheriet, 1974 : 151)

Le printemps berbère n'était point étranger au diktat imposé par les arabo-islamistes aussi bien aux usagers de la langue amazigh qu'au reste de l'Algérie. En interdisant au célèbre écrivain Mouloud Mammeri de prononcer le 10 mars 1980 une conférence à Tizi Ouzou sur l'antique poésie kabyle, le pouvoir ne soupçonnait pas qu'il allait mettre le feu aux poudres. C'est à la suite de cette interdiction absurde que des émeutes de plusieurs jours s'y étaient produites fin avril avant de gagner l'Université d'Alger.

²⁵ Ces articles ont été réunis et publiés en forme d'un petit ouvrage intitulé, *Opinion sur la politique de l'enseignement et de l'arabisation*, Alger, SNED, 1983. Ces articles ressortent d'une polémique avec « le frère Lacheraf » auquel il reproche d'avoir accordé au français une place enviable dans l'Algérie indépendante ...

Comme l'écrit à juste titre un fin observateur, extérieur à la société algérienne, ces émeutes étaient la traduction d'un malaise très profond, d'un ras-le-bol, qui s'est exprimé prioritairement au travers de revendications d'ordre culturel, dans lesquelles la question linguistique jouait un rôle évident.

Aux exigences de promotion des parlers berbères, qui marquaient l'affirmation d'un particularisme, se greffaient celles d'une large prise en compte de l'arabe dialectal. Ces revendications, sages et légitimes, n'étaient pourtant ni du goût des tenants de l'arabisation intégrale ni de celui de l'Etat qui fondait « sa légitimité et sa définition de l'identité collective » sur la langue du Coran. La spécificité de la revendication linguistique berbère était devenue plus que jamais un élément « indissociable de toutes les autres composantes des divers projets de société en confrontation (Dehevels, 1991 : 156)

Au-delà de ce clivage linguistique qui n'en finit pas d'empoisonner encore les rapports entre arabophones et francophones, d'une part, et berbères et arabo-islamistes d'autre part, il y a aussi cette question cruciale qui se rapporte aux graves déficits dont souffrent les sciences sociales, et en particulier la sociologie, en matière d'enquête empirique, d'observation, de pertinence des méthodes adoptées, et de l'ajustement de ces méthodes aux interrogations et hypothèses de la recherche. En effet, sur les vingtaines de revues éditées par les divers départements de sociologie du pays que nous pu examiner de manière attentive, il ressort que ni les objets de recherche choisis ni les méthodes et les hypothèses retenues par leurs auteurs n'ont rien de sociologique, tant ils manquent cruellement et de pertinence, et d'agencement logique des idées et des hypothèses arguées. Qui plus est, les articles qui s'y déploient ressortent dans leur quasi-totalité du remplissage, de paraphrases de divers auteurs et du plagiat des sociologues occidentaux et arabes. D'un paragraphe à l'autre, le style d'écriture tout comme le mode de pensée différent, ce qui prouve que le/ou le (s) signataire (s) de l'article-disons le docteur sociologue X-, n'a fourni aucun effort personnel et s'est contenté de construire « son » article à partir d'une juxtaposition de paragraphes pris à des auteurs « consultés » ...

Les jeunes « sociologues », et même « les vieux », de nos universités actuelles, n'ont de savoir-faire sociologique que les diplômes théoriques obtenus et qui attestent bel et bien qu'ils

sont « Docteurs » ou « professeurs » en sociologie. Les revues dites de « sociologie » et les articles qui y sont produits attestent d'une indigence si affligeante qu'il est difficile de parler de l'existence d'une sociologie digne de ce nom dans l'Algérie actuelle. Les notions même d'enquête de terrain, d'observation, d'entretien, de méthodes, de sciences et de causalité, etc., sont incompréhensibles à l'entendement de nos sociologues qui aiment à cultiver plutôt les abstractions désincarnées et les mots grandiloquents ...

C'est pour toutes ces raisons que les départements de sociologie s'avèrent être à l'examen le lieu de la reproduction indéfinie de la médiocrité intellectuelle et scientifique. Tous ou presque fonctionnent sur le mode corporatiste au sens d'intérêt matériel le plus étriqué, et le plus étroit qui soit. L'enseignement y demeure très académique, superficiel et générique à la fois. Cette situation ne semble pas être l'apanage de l'Algérie, puisqu'en d'autres lieux du monde arabe, il s'observe les mêmes tendances fâcheuses. Un auteur égyptien, Al-Gawhari, dénonce justement « les dérives corporatistes » de la sociologie égyptienne et s'indigne avec force contre « le caractère quasi exclusivement théorique, c'est-à-dire académique, de ses travaux auxquels se consacre son personnel, travaux qui traduisent

l'enfermement progressif de cette discipline dans son débat interne et dans une pure et simple compétition pour les positions et les prébendes universitaires, où les querelles de personnes tiennent lieu de prises de positions politiques. Dans cette logique, et faute de s'intéresser à la société égyptienne elle-même, la relation aux traditions scientifiques dominantes constitue le « fonds de commerce » propre aux sociologues égyptiens, voire le pure et simple prétexte qui justifie leur existence, et leur utilité sociale apparaît comme inversement proportionnelle aux succès qu'ils remportent dans le champ universitaire et académique. Ou encore, l'opportunisme dont ils font preuve est à la mesure de la marginalisation de leur discipline : « Au milieu des années cinquante, les sociologues égyptiens tentèrent de 'proposer leurs services' aux hommes de la révolution mais ceux-ci les refusèrent en raison de l'arriération de la sociologie et les sociologues en conclurent que s'ils voulaient se frayer un accès jusqu'aux centres du pouvoir, ils devaient faire assaut de socialisme dans leurs écrits, avec pour résultat de proposer une représentation

falsifiée [de l'objet de cette discipline], la plupart d'entre eux se répandent en discours auxquels eux-mêmes ne croyaient pas sur une société qu'ils ne connaissaient pas et dont ils ne savaient pas comment aborder. (Roussillon, 1991 : 11)

Contrairement à leurs homologues égyptiens, les algériens ne font pas « assaut de socialisme dans leurs écrits » illisibles ou confidentiels, mais font preuve d'apologie de « La Révolution glorieuse » dont ils magnifient les acquis « grandioses ». Au passage, ils n'oublient jamais de célébrer, là où le contexte se prête le moins, les mérites des « décideurs » et des personnages omnipotents de l'Etat ...

7. Une représentation négative des sciences sociales et humaines en Algérie

Les sciences sociales et humaines sont « victimes » d'un préjugé très défavorable de la part du système politique algérien. Regardées avec mépris, et dévalorisées, elles servent de repoussoir vis-à-vis des « sciences exactes » et des « techniques » considérées comme « nobles » en dépit du fait que celles-ci rencontrent dans notre pays les mêmes contraintes limitatives à leur croissance qualitative que les sciences sociales et humaines. Nos physiciens, nos chimistes, nos mathématiciens, et nos biologistes se heurtent au quotidien, dans leurs laboratoires, aux mêmes obstacles que leurs pairs des sciences sociales ; obstacles qui sont liés tant aux tracasseries bureaucratiques qu'aux contraintes de l'environnement social, politique et économique qui ne rendent guère propice le progrès de l'enseignement et de la recherche qui, dans les deux cas, stagnent ou s'étiolent à l'ombre des pesanteurs bureaucratiques. Cette dichotomie entre les deux espèces de sciences, « molles » et « dures », est sciemment entretenue par les dirigeants politiques pour des motifs qui renvoient au culte aveugle des « sciences et des techniques » considérées comme plus efficaces, plus opératoires, et donc plus utilitaires que les sciences sociales et humaines.

L'image que l'on se fait, en Algérie, des SHS, en particulier chez les dirigeants, est très négative. Cette connotation s'explique par le fait que les membres de la classe politique algérienne sont profondément pénétrés par l'idée que ces sciences dites « molles » sont frappées d'inanité. Seules les sciences dites exactes (mathématiques, physiques, biologiques ...) comptent à

leurs yeux. Pourtant, ces dirigeants qui s'entichent de progrès et de modernité ignorent dans leur grande majorité ces sciences exactes qu'ils semblent cultiver de manière aveugle, fétichiste. Cette admiration béate devant ces sciences exactes qui s'avèrent être autant d'hiéroglyphes indéchiffrables pour leur entendement borné les conduit à traiter avec mépris les sciences sociales et humaines comme s'ils détiennent les compétences pour évaluer et jauger des avantages comparatifs des deux espèces de science : dures et molles !

Ce qui illustre le mieux ce culte des sciences et des technologies, c'est bien l'ex- premier Ministre, Abdelmalek Sellal, lorsqu'il déclare qu' : Une société qui ne se forme pas dans les mathématiques et les sciences n'a pas d'avenir (...) et que l'on n'a point besoin d'histoire et de géographie « pour exploiter le gaz de schiste²⁶, ni moins encore de poésie²⁷ et de versets coraniques²⁸, mais de « sciences exactes » et de technologie²⁹. Il y a là une part de vérité, et seulement une part, car il est vrai qu'en ce qui concerne l'extraction du gaz de schiste, ni la poésie, ni l'histoire, ni la géographie ni le Coran- si « scientifique » et si « miraculeux » qu'il puisse être ce Livre sacré-, ne sauraient être d'aucuns secours pour provoquer le décollage économique du pays, décollage que le fameux projet de "l'industrie-industrialisante" conçu par le tandem de De Bernis-Abdesselam-Ghozali durant les années soixante-dix, avait manqué.

7.1. Le caractère superfétatoire des sciences sociales et

²⁶ Ces déclarations ont été faites en présence des directeurs de l'Éducation le 30 août 2013 à l'occasion de la tenue de la conférence nationale d'évaluation et des préparatifs de la rentrée scolaire 2013/2014 au lycée des mathématiques de Kouba (hauts de l'Alger).

²⁷ « Je ne vois pas comment construire un pays avec la poésie », déclarait Sellal devant un parterre médusé.

²⁸ Le propos attribué à Sellal par la presse était ainsi formulé : « Une société qui ne se forme pas dans les mathématiques et les sciences n'a pas d'avenir. Elle reste dans Qoul Aoudou bi Rabi el falaq. » Tournée autrement, cette phrase traduite par nous donne : « Une société qui reste cramponnée à la formule « قل أعوذ برب الفلق [Dis au Seigneur qui a créé l'Aube d'exorciser le mal... »] ne saurait se développer ... ».

²⁹ « L'université algérienne doit, dit Sellal, se tourner aujourd'hui vers les sciences technologiques qui construisent le pays, l'économie et la civilisation » cité par *Le Temps d'Algérie*, 30/10/13, *El Watan* du 1^{er} septembre 2013.

humaines

Que le pétrole ne puisse être « extrait par la géographie », n'est pas douteux ; que la poésie et le Coran se révèlent impuissants à expliquer les structures de l'Univers, les lois qui régissent l'attraction universelle, la relativité, la rotation de la Terre sur-elle-même et sa révolution annuelle autour du soleil ainsi que les lois de la pesanteur, etc., cela ne fait pas l'ombre de doute non plus. Mais dire et penser que les sciences sociales et humaines relèvent de l'inanité, c'est pécher par excès d'ignorance de l'histoire. C'est oublier que la civilisation de l'Occident moderne n'aurait jamais pu avoir le jour sans la pensée philosophique et artistique, qui a précédé et préparé le terrain à l'éclosion de la Renaissance italienne, et à la Révolution industrielle du XIX^e siècle, dont la machine à vapeur de Watt a été le point de départ. Tous les Grands savants européens ou presque, de Copernic à Galilée, en passant par Darwin, Einstein, et les suivants ont reconnu explicitement combien ils étaient redevables à la philosophie et à l'histoire antique. Ces savants, comme leurs prédécesseurs de l'Antiquité et du Moyen Age ne dissociaient jamais les sciences de la nature des sciences humaines, et pensaient que le succès des découvertes était conditionné par leur étroite collaboration. Les philosophes des Lumières de la France du XVIII^e siècles regroupés autour de l'Encyclopédie dirigé par Diderot, d'Alembert, Voltaire et Cie, n'avaient pas seulement aplani le terrain au déclenchement de la Révolution française de 1793, mais préparé aussi les conditions favorables au décollage industriel de la France et de l'Europe moderne. A l'instar de la philosophie, de l'histoire, de la géographie, le droit, élaboration sophistiqué de la France révolutionnaire, aura joué un rôle essentiel dans l'éclosion et le développement de la civilisation de l'Occident. Ignorer l'apport fondamental des sciences de l'Homme dans le développement des civilisations, c'est faire preuve de méconnaissance et d'aveuglement, et nous pensons que la plupart, pour ne pas dire la quasi-totalité de nos dirigeants politiques, sont ou myopes ou intellectuellement frappés d'amnésie.

Quand Abdelmalek Sellal s'indigne contre « l'excès d'importance accordé aux sciences humaines », il oublie ou ignore tout bonnement qu'il ne s'agit pas d'un intérêt accordé par l'Etat à ces sciences, mais seulement d'une politique visant à satisfaire aux besoins de la démocratisation de l'enseignement dont la

massification traduit le paternalisme de l'Etat. L'Etat algérien est « le père de la Nation » et en tant que tel il se doit de scolariser tous ses enfants : les « bons », les surdoués ou supposés comme tels, il les envoie aux filières « nobles » : médecine, sciences de la nature.., et les moins « bons », seront orientés vers les filières les moins prestigieuses : les sciences humaines....Mais contrairement à l'Occident qui sait valoriser l'interdisciplinarité et la solidarité entre les diverses spécialités, nos dirigeants qui n'en sont que de pâles imitateurs, posent des clôtures entre ces disciplines et prétendent par ignorance et bêtises monumentales que les sciences sociales et humaines, et donc la sociologie, ne sont rien de moins que superflues ...

Certains de nos chercheurs, surtout ceux des sciences exactes auxquels nos technocrates et nos « décideurs politiques » cachés dans les divers compartiments de l'Etat regardent avec faveur depuis 1962, pensent eux aussi que les SHS sont inutiles. Imbus de leur science exacte ou « infuse », ces mathématiciens, physiciens, chimiste et biologistes, etc., formés en Europe et dans l'ex-Union soviétique, se considèrent vraiment comme étant les détenteurs de la vérité et regardent leurs pairs des sciences sociales et humaines du haut de leur piédestal, c'est-à-dire avec un certain mépris condescendant. Bénéficiant de la confiance de la haute bureaucratie, ces scientifiques se voient attribuer des postes de responsabilités à la tête de la plupart des institutions de l'Etat, dès lors même qu'ils se montrent incapables de gérer avec compétence et tact les charges qu'ils leur sont confiées. Ils sont conviés à siéger dans les commissions d'évaluation, à participer à élaboration des projets scientifiques, à dire leurs mots sur ce qui touche à la science et à la technologie. Le LMD copié de l'Europe et plaqué mécaniquement en Algérie était de leur fait. Ils ne craignent ni le plagiat des modèles exogènes, ni le ridicule qui tue. Pour ces scientifiques aux têtes farcies de vanité, les SHS, s'entendent comme un savoir non seulement "imparfait", mais surtout comme un savoir dénué de toute valeur opératoire. L'histoire, la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, la psychologie, etc., sont perçues comme des disciplines mineures, sorte de "moulins à vent" qui n'apportent rien de bon à la société. Du côté institutionnel et politique, voire même du côté de bon nombre de chercheurs nationaux, les SHS sont également saisies selon un regard négatif. Ainsi, par exemple, dans le *Rapport des travaux de la commission 1., des Assises nationales sur la*

recherche en sciences sociales et humaines tenues à l'Université Sénia d'Oran du 3 au 31 mai 2009, il est clairement souligné que ces SHS relèvent non seulement de l'ordre de "l'immatériel" et de "l'insaisissable", mais ressortent également de l'ordre de la stérilité, puisqu'elles ne "produisent par conséquent, aucune « plus-value ». En d'autres termes,

Les SHS dont les objets sont souvent immatériels et donc insaisissables, ne peuvent faire l'objet d'une marchandisation et ne produisent par conséquent, aucune plus-value tangible dans l'immédiat. Leurs effets ne sont et ne peuvent jamais être immédiats, ni monétisables en tant que tels. Leur impact est diffus et peut traverser tout le tissu social et pour un impact à moyen et, surtout à long terme. La recherche en histoire et en anthropologie, par exemple, peut être exploitée pour répondre à questions ou à des préoccupations de résolution des problèmes sociaux, économiques ou politiques. Mais, leurs missions se situe à d'autres niveaux, comme l'investissement et l'étude d'aspects et problèmes extrêmement sensibles : construction de la mémoire et des mémoires de la société et de la perception du passé, des représentations de soi et des constructions de l'altérité intérieure et extérieure, décodage des systèmes symboliques, des rapports au corps propre, à la matière et à l'espace, au monde invisible et à l'institution imaginaire de la société.³⁰

Traduisons cette pensée en quelques mots : les sciences sociales ne sont utiles que dans la mesure où ils satisfont aux besoins folkloriques, psychologiques, identitaires, symboliques, etc., de la société. En dehors de ces fonctions, ces SHS, n'ont aucune fonction utilitaire et leur apport en matière de développement d'une nation est assez faible, pour ne pas dire nul ...

Conclusion

Que conclure de ce qui précède ? Que le sort réservé aux sciences sociales et humaines en général et à la sociologie en particulier par les autorités, s'avère être des plus défavorables, que nos chercheurs et nos universitaires en SHS contribuent par leur absence cruelle sur le terrain social à la dévalorisation de leurs

³⁰ *Assises Nationales sur la recherche en sciences sociales et humaines d'Oran* Les 30 et 31 Mai 2009 à Oran, Sénia, p. 7.

disciplines et donnent de ce fait du grain à moudre à ceux qui les traitent en termes d'infériorité. Nous avons des départements de sociologie, des enseignements sociologiques, et des spécialités en cette discipline, mais point de sociologues dignes de ce nom. Nous avons en outre des terrains en jachère, mais peu se proposent de les remuer, de les fructifier. Autrement dit, nos jeunes sociologues répugnent à faire du terrain et s'aventurent très rarement dans les espaces urbains où se manifestent les phénomènes sociaux les plus divers et qui pourraient faire l'objet d'observations et d'enquêtes sociologiques ou ethnographiques de la part des chercheurs. Les violences physiques et verbales se produisant dans les espaces publics et privés, les comportements des individus en société, les conduites civiques et civiles, l'hygiène et la sécurité, les espaces verts, les lieux de rencontre et de convivialité (ou leur absence), le type d'accueil que réservent les administrations publiques aux citoyens, l'économie informelle (Square Port Saïd d'Alger) qui fonctionne comme une banque illicite, mais à ciel découvert, les activités autour des mosquées aux heures d'affluence, voilà qui constitue autant d'objets de recherche excitants, objets qui ne semblent guère intéresser nos jeunes sociologues qui préfèrent plus les grandes théories abstraites, et désincarnées, que les enquêtes sociologiques vivantes. C'est en ce sens qu'il est permis d'affirmer, sans crainte de nous tromper, que nous avons des chaires de sociologie, mais sans véritables sociologues ...

Références bibliographiques

- ADDI Lahouari. 2002. *Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu. Le paradigme anthropologique kabyle et ses conséquences théoriques*. La Découverte. Paris.
- BECK François et al. 2010. *Les minorités sexuelles face au risque suicidaire*. INPES. Paris.
- BENNABI Malek. 1965. *Perspectives algériennes*. En-Nahda. Alger.
- BOURDIEU Pierre. 1963. *Travail et travailleurs en Algérie*. Mouton & Co. La Haye. Paris.
- BOURDIEU Pierre. Juin 1975. « Les conditions sociales de la production sociologique, sociologie coloniale et décolonisation de la sociologie » dans *Le Mal de voir*. UGE.
- BURUCKNER Pascal. 1986. *Les sanglots de l'homme blanc*. Seuil. Paris.
- DEHEUVELS Luc-Willy. 1991. *Islam et pensée contemporaine en Algérie*. Editions du CNRS. Paris.

- DORAY Bernard et SAINT DIZIER Francis. 1994. « Malaise dans la modernité : Etude ethno-clinique multicentrique » (Rapport). Paris, Toulouse, Alger, Cotonou, p.29-30.
- DURKHEIM Emile. 1988. *Les règles de la méthode sociologique*. Flammarion. Paris.
- EL KENZ Ali (dir.). 1989. *L'Algérie et la modernité*. Codesria. Dakar.
- ELMILI Mebarek. 1928. *L'Histoire de l'Algérie de l'Antiquité à nos jours*. Ennahda. Alger.
- GRANDGUILLAUME Gilbert. 1995. « Etre Algérien chez soi et hors de soi » dans *Intersignes*. N° 10. p. 79-88.
- GUERID Djamel. 2001. « L'entreprise algérienne entre le mondial et le local. Le cas de la Sonatrach » dans FERFERA M.Y et al. (dirs.). *Mondialisation et modernisation des entreprises*. Editions Casbah. Alger.
- HAMEL B. 1989. *Economie de l'Etat et socialisation en Algérie*. OPU. Alger.
- HENRY Jean-Robert et VATIN Jean-Claude (dirs.). 2012. *Le temps de la coopération. Sciences sociales et décolonisation au Maghreb*. Karthala/ Iremam. Paris.
- KADRI Aissa. janvier-juin 1991 « De l'Université coloniale à l'Université algérienne. Instrumentalisation et « idéologisation » de l'Institution » dans *Peuples Méditerranéens* N° 54-55.
- LACHERAF Mostéfa. 1965. *L'Algérie, Nation et société*. Maspero. Paris.
- LEIRIS Michel. août 1950. « L'Ethnographie devant le colonialisme » dans *Les Temps Modernes*. N° 58. p. 357-374.
- LUCAS Philippe et VATIN Jean-Claude. 1975. *l'Algérie des anthropologues*. Maspero, Paris.
- MADOUH Mohamed. 2001. « L'Etat, l'armée et la violence en Algérie » dans *Les cahiers de l'Orient*. N° 62. p. 149-160.
- MADOUH Mohamed. 2007/2. « Les sciences sociales en Algérie. Regards sur les usages de la sociologie » dans *Sociologies Pratiques*. N° 15. p. 149-160.
- PERONCEL-HUGOZ Jean-Pierre. 1983. *Le Radeau de Mahomet*. Flammarion. Paris.
- ROUADJIA Ahmed. 1990. *Les frères et la mosquée. Enquête sur le mouvement islamiste en Algérie*. Karthala. Paris.
- ROUADJIA Ahmed. 1991. « Les enfants au centre des problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie » dans LACOSTE Camille et Yves (dirs.). *L'Etat du Maghreb*. La Découverte. Paris.
- ROUADJIA Ahmed. 1991. « La prostitution dans les villes » dans LACOSTE Camille et Yves (dirs.). *L'Etat du Maghreb*. La Découverte. Paris.
- ROUADJIA Ahmed. 1991. « L'homosexualité, une réalité sociale réprimée ». dans LACOSTE Camille et Yves (dirs.). *L'Etat du Maghreb*. La Découverte. Paris.
- ROUSSILLON Alain. Janv- Juin 1991. « Sciences sociales et identité.

Quelles sciences sociales rêvées dans/sur le monde arabe ? » dans
Peuples Méditerranéens. N° 54-55, p. 269-274.

SAHLI Mohand Cherif. 1953. *Message de Jugurtha*. Al-Nahda. Alger.

SAHLI Mohand Cherif. 1962. *Décoloniser l'Histoire*. Maspero. Paris.

WEBER Max. 1995. *Economie et société* (Tome 1). Plon. Paris.